



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
 de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 25 janvier 2023
 (Convocation du 12 janvier 2023)

Aujourd'hui, le 25 janvier 2023 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	33
• Voix	196
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	34
• Voix	197
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Julien Dubois, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les syndicats mixtes membres : M. Bernard Labadie

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. René Castets, M. Damien Delavoie, M. Francis Dupouey, M. Charles Pelanne, M. Marc Saint-Esteben, M. Bernard Verdier,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Brethes, M. Michel Cuyaubé, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latty, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué



OBJET : Ressources humaines - Recrutement d'un contractuel sur emploi permanent pour l'animation de la mise en œuvre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'Adour aval (article L.332-8 2° du code général de la fonction publique)

Exposé des motifs :

L'EPTB assure le portage et l'animation de trois SAGE en cours de mise en œuvre sur le bassin de l'Adour et d'un SAGE en phase d'émergence. L'équipe « gestion intégrée » en charge de ces démarches au sein de l'Institution Adour est constituée actuellement de 4 chargés de mission.

Afin de pouvoir réorganiser le service à des fins :

- d'une part, de développement des actions prospectives, en lien notamment avec la mise en œuvre de la feuille de route « gestion quantitative » de l'EPTB Adour,
- d'autre part, de coordination et d'appui des démarches de SAGE en cours ainsi que des autres démarches de gestion intégrée conduites sur le bassin de l'Adour,
- pour finir, de développement des actions inter-SAGE à l'échelle du bassin,

il convient de recruter un chargé de mission dédié à la mise en œuvre du SAGE Adour aval, ce qui permettra de repositionner la responsable du service « gestion intégrée » sur la conduite et le pilotage des missions stratégiques énoncées ci-avant.

Le chargé de mission aura donc en charge l'animation et le suivi de la mise en œuvre du SAGE Adour aval (animation, coordination technique et financière) en relation avec les membres de la CLE, les acteurs du territoire, les services de l'État, l'agence de l'eau, les services des Départements et de la Région, les EPCI-FP, les communes, les porteurs de projet, les prestataires (entreprises et bureaux d'études), les partenaires institutionnels et techniques dans les domaines de l'eau et de l'urbanisme. L'agent recruté sur ce poste sera donc chargé d'assurer les missions suivantes :

- animer les instances du SAGE (CLE, bureau, comité technique...) pour entretenir la concertation autour de l'eau à l'échelle de ce périmètre ;
- appuyer le président de la CLE dans son mandat ;
- définir les objectifs et priorités de mise en œuvre du SAGE en lien avec les partenaires ;
- animer la concertation pour notamment faire émerger des projets ou des études et/ou répondre aux dispositions du PAGD ;
- organiser, préparer et animer les réunions de la CLE, du bureau et des groupes de travail ; en rédiger le compte-rendu ;
- rédiger les avis de la CLE ;
- communiquer / former / informer sur le SAGE et ses implications (collectivités, syndicats, services de l'état, etc.), assurer le rôle de relais de la CLE auprès des acteurs de terrain ;
- suivre et évaluer les actions mises en œuvre et tenir à jour le tableau de bord et le bilan d'activités ;
- travailler avec les animateurs des autres SAGE dans des démarches inter-SAGE.

L'emploi permanent à temps complet (35/35^{ème}) du grade d'ingénieur (catégorie A) nécessaire à ce recrutement est d'ores et déjà disponible au tableau des effectifs.

Afin de pourvoir ce poste, dont la mission dans le temps peut dépendre des résultats du dialogue territorial, il est proposé de recourir à un recrutement sous la forme prévue à l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.

Le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant : Bac + 4/5, formation dans le domaine de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques et de la gestion de projet.

L'agent recruté sera rémunéré sur la base de l'indice correspondant à un emploi d'ingénieur territorial au 3^{ème} échelon.

L'agent contractuel ne pourra être recruté qu'à l'issue de la procédure de recrutement décrite au chapitre 1^{er} du décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.



Le recrutement de l'agent se fera sur emploi permanent par contrat de travail de droit public conformément à l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique, d'une durée de trois ans.

Vu le code général de la fonction publique et notamment son article L.332-8 2°,
Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Vu le décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,
Vu le tableau des effectifs de l'Institution Adour tel qu'actualisé par décision n°2022_CS_50 du comité syndical en date du 30 novembre 2022,
Considérant que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget aux chapitre et article prévus à cet effet,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'autoriser le président à procéder au recrutement d'un agent contractuel, lequel sera rémunéré sur la base de l'indice correspondant à un emploi d'ingénieur territorial au 3^{ème} échelon, étant précisé que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget aux chapitre et article prévus à cet effet,
- d'autoriser le président à signer le contrat de travail afférent de droit public d'une durée de trois ans conformément à l'article L.332-8 2° du code général de la fonction publique,
- de charger le président de procéder aux formalités de recrutement,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 25 janvier 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE